

## Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde. Zbigniew Brzezinski

Paru en 1997, ce livre a très peu vieilli et se lit avec le plus grand intérêt. Brzezinski a été conseiller de Carter pour les relations internationales et définit, dans ce livre synthétique, ce que doit être la politique américaine sur l'échiquier mondial.

Dans son inspiration, on retrouve un idéalisme très américain : les USA ont pour mission d'assurer la paix mondiale. Cet objectif n'est pas entièrement désintéressé et l'idéalisme se teint très vite d'un réalisme qui n'évite le cynisme que par la franchise avec laquelle il est avoué : la suprématie américaine ne peut pas durer éternellement et il s'agit de mettre en place les piliers d'un ordre mondial dans lequel les USA conserveraient une place centrale, malgré le fait que d'autres pays les rejoindraient comme grandes puissances (*« Puisque la puissance sans précédent des Etats-Unis est vouée à décliner au fil des ans, la priorité géostratégique est donc de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine »*).

Toutes ces puissances émergentes se trouvent, selon l'auteur, sur le « continent eurasien ». Cet espace géographique comprend tout les territoires compris entre Lisbonne et Tokyo, en passant par Berlin, Moscou, Tashkent, Pékin, New Dehli. C'est là que se jouent l'avenir du monde et la primauté des USA. Ce continent est découpé pour l'analyse en quatre zones : l'Europe de l'ouest, la Russie, les balkans asiatiques (les pays du Caucase, les républiques musulmanes détachées de l'ex-URSS, l'Ukraine), l'Asie (Chine, Japon, Inde).

Les relations et intérêts des USA sont donc passés en revue dans chacune de ces zones. C'est extrêmement éclairant, car Brzezinski décrit très directement les intérêts américains, sans les déguiser – même s'il passe sous silence les moyens employés à leur service. Que cache en effet une phrase telle que *« il est peu probable que l'Amérique, parce que c'est une démocratie, souhaite s'engager de manière permanente dans la tâche difficile, absorbante et coûteuse que représente le fait de gérer l'Eurasie par le biais de manipulations et de manoeuvres politiques constantes... »*

Le programme américain est donc le suivant :

*« si l'on souhaite élaborer les règles d'action géostratégiques de l'Amérique [...] deux étapes sont nécessaires pour ce faire :*

- en premier lieu identifier les Etats possédant une réelle dynamique géostratégique et capables de susciter un bouleversement important dans la distribution internationale du pouvoir. Dans le même mouvement, déchiffrer les priorités que se fixent, en matière de politique étrangère, les élites des pays concernés et envisager les conséquences qu'auraient leurs efforts pour atteindre ces objectifs ; identifier les Etats les plus sensibles du point de vue géopolitique, ceux qui, par leur situation géographique ou du simple fait de leur existence, peuvent avoir des effets catalyseurs sur des acteurs géostratégiques plus importants ou sur les conditions régionales.*
- En second lieu, formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer les effets néfastes des politiques initiées par ces Etats ; définir les moyens de les associer ou de les contrôler, de façon à préserver et à promouvoir les intérêts vitaux des Etats-Unis ; élaborer une réflexion stratégique globale qui intègre et harmonise, à l'échelle planétaire, les diverses politiques régionales des Etats-Unis. »*

Interlude comique : pendant ce temps, en France, le Conseil d'analyse stratégique, ex-Commissariat

au Plan, s'est fixé comme objectif « d'appliquer la stratégie de Lisbonne »... Voilà ce qui définit la stratégie française.

Je reprends ma lecture...

L'Europe contrepoids aux Etats-Unis est un mythe qui ne ressort pas entier d'un examen attentif de la politique américaine. Comme l'écrit Brzezinski, « à l'ouest [de l'Eurasie], l'Amérique exerce directement son pouvoir ». On ne saurait être plus clair.

Le chapitre consacré à l'Europe de l'Ouest a pour thème « *quel type d'unité européenne a les faveurs de l'Amérique et comment l'encourager ?* ».

La réponse vient très vite : « *l'Europe deviendrait, à terme, un des piliers vitaux d'une grande structure de sécurité et de coopération, placée sous l'égide américaine et s'étendant à toute l'Eurasie. [...] Si l'Europe s'élargissait, cela accroîtrait automatiquement l'influence directe des Etats-Unis. [...] L'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires.* »

L'auteur reconnaît que la France a (avait !) un projet européen différent, qui vise à rendre l'Europe indépendante de l'Amérique. Il fait cependant confiance à l'Allemagne (et à ce chef d'oeuvre américain qu'a été l'élargissement intervenu depuis), pour replacer l'orbite européenne sous influence américaine : « *pour favoriser la construction européenne, l'Allemagne, en gage de bonne volonté, a laissé s'exprimer la fierté française, mais, soucieuse de la sécurité européenne, elle s'est refusée à suivre les yeux fermés ses orientations. Elle a continué à défendre ses convictions propres et, donc, le rôle central des Etats-Unis dans la sécurité du continent* ».

La politique actuelle d'Angela Merkel confirme, presque dix ans après, la validité de cette analyse. A terme, Brzezinski est tout disposé à reconnaître que les vues françaises sont les seules réalistes : l'Europe si elle doit exister comme entité viable doit pouvoir être traitée à parité avec les Etats-Unis. Il reste que cet objectif concédé ne l'est qu'à terme, et que d'ici là la France devra avaler de nombreuses couleuvres, ou, plus sûrement, devenir telle que toute envie de parité lui soit finalement passée : l'élargissement continu de l'Union européenne fait tout pour que la voix française soit entendue chaque jour plus faiblement.

Les exhortations de Brzezinski à une parité Europe- Etats-Unis sonnent comme un aveu que la politique actuelle de l'Amérique à l'égard de l'Europe va exactement en sens inverse : « *En aucun cas, l'Amérique ne devrait donner l'impression que sa préférence va à une association relativement lâche formée par le plus grand nombre possible d'Etats européens. En paroles comme en actes, il est important qu'elle rappelle sa volonté de traiter un jour d'égal à égal avec l'Union européenne, sur toutes les questions de politique et de sécurité internationale, et qu'elle ne la considère pas comme un marché commun régional, constitué de pays liés aux Etats-Unis par l'OTAN* ».

De façon générale, les idées généreuses dans cet ouvrage sont pour plus tard, le cynisme c'est pour tout de suite. Une telle bonne volonté est assez rapidement démentie par des notations telles que celle-ci : « *La France n'est assez forte ni pour faire obstacle aux objectifs géostratégiques fondamentaux de l'Amérique en Europe, ni pour construire une Europe à ses vues. De ce fait, ses particularismes et même ses emportements peuvent être tolérés.* »

Voilà donc où nous ont menés soixante années de construction européenne : nous sommes admis à exprimer un rôle folklorique et gentillet pendant que l'Europe se vit à l'heure américaine !

Qu'est-ce que l'Europe à l'heure américaine ? L'objectif est double :

- il faut d'abord neutraliser les querelles des pays de la zone dont aucun n'est assez fort pour s'imposer aux autres et qui, sans la tutelle américaine risqueraient de tomber dans des conflits incessants ;
- l'Europe de l'ouest ainsi stabilisée et neutralisée a pour rôle, via l'Union européenne pour les aspects politico-économiques et via l'OTAN pour les aspects militaires, de bloquer la Russie dans ses frontières et de restreindre au maximum son influence, jusqu'en Ukraine et dans les pays proches. Les USA sont si certains de leur influence au sein de l'Union européenne que Brzezinski peut écrire que « *tout état en position d'entreprendre des discussions avec l'Union européenne et invité à les poursuivre devrait être regardé comme bénéficiant d'une protection de facto de l'OTAN.* »

De fait, de nombreuses pages sont consacrées à décrire le calendrier d'entrée de différents pays européens dans l'UE, puis dans l'OTAN, depuis les pays baltes (c'est fait depuis), jusqu'à l'Ukraine – les discussions existent à ce sujet. Et l'entrée de la Russie dans l'OTAN est explicitement rejetée car cela lui permettrait de regagner de l'influence par rapport à ses voisins, dont il importe au contraire de la couper. Pour la Turquie, ce n'est pas par rapport à la Russie que l'intégration à l'UE est jugée nécessaire, c'est parce que la Turquie doit servir de rempart à l'Iran islamiste et parce que cette intégration permettra d'obtenir l'accord de la Turquie nécessaire à l'extension de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'est. Ainsi, « *l'Amérique devrait-elle user de son influence en Europe pour soutenir l'admission éventuelle de la Turquie au sein de l'UE, et mettre un point d'honneur à la traiter comme un Etat européen.* »

Voilà pourquoi, non pas votre fille est muette, mais pourquoi les contours de l'Union européenne sont tracés ailleurs, et depuis longtemps.

Comme en plusieurs endroits, les bonnes intentions ne valent qu'à terme, et ne sont que vaguement définies. A court terme, les intérêts américains sont explicitement et précisément définis, et ne vont pas dans le sens d'un partage du pouvoir. Ce qui compte est d'avoir une Europe vaste, faible et inféodée :

« *l'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long terme de la politique américaine. Une Europe plus vaste permettrait d'accroître la portée de l'influence américaine – et, avec l'admission de nouveaux membres venus d'Europe centrale, multiplierait le nombre d'Etats pro-américains au sein des conseils européens – sans pour autant créer une Europe assez intégrée politiquement pour pouvoir concurrencer les Etats-Unis dans les régions importantes pour eux, comme le Moyen-Orient.* »

L'actualité fournit un exemple criant de cet état de fait : les USA mettent le feu au Moyen-orient et nous sommes censés fournir les sparadraps ensuite.

Sur la Russie, comme précédemment, c'est une antiphrase qui définit le mieux le projet américain : « *C'est le point de vue que partagent les Etats-Unis et l'Allemagne : le projet européen est soutenu par une dynamique historique et politique et ne comporte aucune arrière-pensée à l'égard de la Russie, ni animosité, ni peur, ni désir de l'isoler.* »

Un très bon chapitre est consacré aux « balkans eurasiens », et permet de mieux comprendre les relations entre les pays peu connus que sont l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kazakhstan, l'Arménie, la Géorgie, le Kirghizistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Afghanistan – tous sauf le dernier, anciennes républiques de l'URSS. Brzezinski excelle à expliquer les intérêts turcs, iraniens, russes et américains dans la région – et dans une mesure moindre, ceux de la Chine.

Pour ce qui est de la partie est de l'Eurasie, un descriptif très complet est encore donné des relations extraordinairement complexes entre la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée et d'autres Etats de la région.

Des idées intéressantes : on l'a vu, donner droit aux efforts français pour intégrer l'Afrique du nord dans les préoccupations européennes, intégrer la Chine dans les réunions du G7 (G8 depuis) pour lui éviter de chercher à jouer un rôle mondial par d'autres moyens, intégrer la Russie dans les mêmes réunions et pour des raisons similaires (c'est fait) ; à long terme, l'idée que les Etats-Unis doivent accepter un véritable partage des responsabilités, et non gérer des relations avec des Etats classés de façon binaire comme ennemis ou vassaux. A noter que sur ce dernier point, aucune mesure concrète n'est évoquée...

Toute l'ambiguïté des politiques américaines se retrouve donc dans cet ouvrage. Ainsi, avec quelle légèreté l'auteur propose-t-il, comme avenir pour la Russie – qui vient déjà de perdre une part importante de son territoire et de ses populations, une partition en trois Etats : « *une Russie européenne, une république de Sibérie et une république extrême-orientale* ». On voit bien l'idée : la Russie européenne adhérerait à l'Union européenne et serait ainsi neutralisée, tandis que la Sibérie et la république extrême orientale pourraient soit tomber sous influence américaine ou servir de monnaie d'échange dans des discussions avec la Chine ou l'Iran. Quelle légèreté ! Imagine-t-on un auteur européen écrire que pour résoudre le problème hispanique aux USA il conviendrait d'unir au Mexique, la Californie, le Texas et l'Arizona, dans une confédération des Etats de l'Amérique nord-hispanique ?!

Dans l'ensemble un excellent livre. D'abord parce que sa très grande précision permet de balayer l'état des relations internationales tout autour de la planète de façon si brillante que, dix ans après, le tableau reste valable, ensuite parce qu'au passage les positions américaines y sont détaillées avec une certaine franchise qui ne déguise pas vraiment le jeu des intérêts américains derrière les grands principes.

Il reste que, dix ans après, l'ouvrage devrait être actualisé sur certains points.

D'une part, les Etats-Unis n'ont pas du tout évolué vers un partage des responsabilités : l'invasion de l'Irak, le rejet du protocole de Kyoto sont autant de décisions unilatérales – ou presque -, qui ne vont pas dans le sens d'une cogestion des intérêts de la planète (mais si Brzezinski avait vraiment souhaité une telle cogestion sans doute aurait-il consacré quelques lignes à l'ONU, à peine mentionnée ici au détour d'une phrase).

Dans le même temps où les USA continuaient donc à adopter une politique impériale, deux acteurs majeurs se sont renforcés : la croissance chinoise ne s'est pas essouffée d'une part comme le suppose Brzezinski en 1997, et d'autre part la Russie, forte de la hausse du prix des matières premières, recouvre les moyens de ses ambitions.

Il est grand temps, d'un point de vue américain, de revenir à des stratégies coopératives avant que le décalage entre une politique impériale et une puissance déclinante sur le long terme – selon les termes même de Brzezinski – ne devienne intenable.

Quand à la France, il lui faudra réaliser le même exercice que celui que Brzezinski a réalisé dans son ouvrage : définir une politique internationale digne et dégagée enfin du carcan par trop visible de l'Union européenne.